

Secrétariat Général
Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles
Bureau des Installations Classées
pour la Protection de l'Environnement
Affaire suivie par : Emilie SERGENT
Tél : 03.20.30.59.94
pref-installations-classees@nord.gouv.fr

Lille, le **06 OCT. 2021**

Courriel avec A.R.

Monsieur,

En application de l'article R. 515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courrier du 31 mars 2020 complété le 08 juin 2021, votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018.

Conformément à l'article R. 515-70-I du code de l'environnement, le respect de ces MTD vous est applicable à compter du 17 août 2022, soit quatre ans après la parution des dites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne.

Suite à l'instruction de ce dossier, je prends acte de votre déclaration selon laquelle l'exploitation de vos installations se réalise dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le traitement des déchets précitées.

Pour rappel, les délai et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED sont déjà applicables à l'exploitation de vos installations. Aussi, compte tenu de votre déclaration, je ne prends pas de prescriptions complémentaires. Les dispositions génériques des annexes 2 et 3.1 vous seront directement applicables à partir du 17 août 2022.

Je vous rappelle également que le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) 22 et 24 relatives à l'utilisation rationnelle des matières et au développement de la réutilisation des emballages est un des principes inscrits dans le Titre IV du livre V du Code de l'environnement (notamment aux articles R. 543-66 et suivants) qui vous est déjà applicable.

Votre dossier de réexamen et ses compléments font foi et leur respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent, et à échéance du 17 août 2022, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable.

Je constate que vous n'avez demandé ni dérogation au titre de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ni application des techniques alternatives, dès lors tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date repère.

Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent que vous pouvez exercer en vous adressant à la préfecture du Nord.

Enfin, je prends acte de la transmission de votre rapport de base réalisé par HPC ENVIROTEC et référencé HPC-F 2A/2.19.5315.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, à l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
La chef de bureau,



Céline DOUAY

Monsieur le directeur de GDE2
Chemin du Petit Marais
Z.I. les Bruilles Nord
59278 ESCAUTPONT